

## Objectifs

Clarifier tous les aspects juridiques de la relation entre les jeunes et la police d'une manière vulgarisée pour s'adresser à un large public, composé en grande partie de non-juristes

## Date

Le **vendredi 3 février 2012** de 08h45 à 17h30

## Lieu

**ULB. Auditoire Lameere** (S.UB2-252A)  
square Jean Servais Groupe G, 1050 Bruxelles  
(accessible en tram 25 ou 94, en bus 71 ou 72 ou encore en train : gare d'Etterbeek).

## Public

**Travailleurs sociaux des secteurs de l'aide à la jeunesse, des maisons de jeunes, des maisons de quartiers, juristes, avocats, policiers, criminologues, procureurs (notamment jeunesse), juges (de la jeunesse, d'instruction,...), éducateurs (notamment d'IPPJ, de Saint-Hubert, SAMIO, API,...), SPF Justice, parlementaires et attachés,...**

## Frais d'inscription

**65 euros** (comprenant une farde de documentation, les pauses café et le repas du midi) ;  
**10 euros** pour les étudiants sur présentation d'une carte d'étudiant (sans repas).  
A verser sur le compte **068-2061015-83**  
(l'inscription est effective à la réception du paiement)

## Inscription

Exclusivement par internet sur le site : **www.sdj.be**

Cette journée est agréée par l'**OBFG** (6 points) et par l'**Institut de formation judiciaire** (L'IFJ ne prend pas en charge les frais éventuels des personnes qui s'inscrivent mais ne sont pas effectivement présentes. Il est toutefois permis de se faire remplacer par un collègue qui signe la liste de présence mentionnant son nom et sa fonction à côté du nom du collègue remplacé).

Journée d'étude réalisée en partenariat avec

- la Commission jeunesse de la Ligue des droits de l'Homme
- le Délégué Général aux Droits de l'Enfant
- le Journal du droit des Jeunes et
- le Centre Interdisciplinaire des droits de l'enfant

### ARLON

**T** 063 23 40 56  
**F** 063 23 40 56  
luxembourg@sdj.be  
Rue de la Caserne 40/4  
6700 Arlon

#### PERMANENCES

LU - ME - VE  
de 14h à 17h  
(ou sur r.d.v)

### LIÈGE

**T** 04 222 91 20  
**F** 04 223 37 21  
liege@sdj.be  
Rue Lambert le Bègue 23  
4000 Liège

#### PERMANENCES

LU - ME - VE  
de 14h à 17h  
(ou sur r.d.v)

### NAMUR

**T** 081 22 89 11  
**F** 063 23 40 56  
namur@sdj.be  
Rue Godefroid 26  
5000 Namur

#### PERMANENCES

LU - MA - ME - VE  
de 14h à 17h  
(ou sur r.d.v)

### BRUXELLES

**T** 02 209 61 61  
**F** 02 209 61 60  
bruxelles@sdj.be  
Rue du Marché aux Poulets 30  
1000 Bruxelles

#### PERMANENCES

Rue Van Artevelde 155  
(métro Anneessens  
ou bus 46 arrêt  
«Buanderie»)

LU - MA - ME - VE  
de 13 à 17h  
(ou sur r.d.v)

### MONS

**T** 065 35 50 33  
**F** 065 35 25 43  
mons@sdj.be  
Rue Terre du Prince 4  
7000 Mons

#### PERMANENCES

LU - JE  
de 9h30 à 12h30  
ME - VE  
de 14h à 17h  
(ou sur r.d.v)

### VERVIERS

**T** 087 46 02 42  
verviers@sdj.be  
Rue des Sottais 1  
4800 Verviers

#### PERMANENCES

ME - JE  
de 14h à 16h45  
(sur r.d.v)

### CHARLEROI

**T** 071 30 50 41  
**F** 071 30 56 75  
charleroi@sdj.be  
Rue Willy Ernst 35  
6000 Charleroi

#### PERMANENCES

LU - ME - VE  
de 14h à 17h  
(ou sur r.d.v)



## « LES JEUNES ET LA POLICE : DE QUELS DROITS »

Etat du droit régissant les interactions  
entre jeunes et police

Journée d'étude  
**ULB** (Auditoire Lameere)  
**Vendredi 3 février 2012**



Red Pepper



Service droit des jeunes

ULB

www.sdj.be



### Les relations entre les jeunes et la police sont souvent émaillées de difficultés, tensions et sans doute d'une certaine appréhension réciproque.

Il n'est pas rare que la police considère les jeunes comme potentiellement fauteurs de troubles, surtout s'ils restent en groupe et qu'ils sont bruyants ; de la même manière, les jeunes peuvent avoir tendance à voir dans certaines interventions policières, un caractère essentiellement irritant et non pas une protection.

Ces constats, qui ne sont certainement pas des généralités, font l'objet de nombreuses réflexions de la part de divers acteurs dont les **Services droit des jeunes**, la *Ligue des droits de l'Homme* et le *Délégué général aux droits de l'enfant*,...

Par contre, le droit applicable à l'intervention policière vis-à-vis des jeunes est méconnu ; et le droit positif est loin de répondre à toutes les questions qui se posent aux praticiens.

C'est sur ces derniers aspects que le **Service droit des jeunes de Bruxelles** et le **Centre de recherches criminologiques de l'ULB** entendent s'arrêter à l'occasion d'une journée d'étude : rappeler les dispositions légales s'appliquant à l'intervention policière vis-à-vis de jeunes en pointant en particulier les questions qui semblent ne pas recevoir de réponse claire.

Ceci concerne toutes les étapes de l'intervention policière : le contrôle d'identité, les différentes formes de fouille, l'arrestation, l'audition, l'interrogatoire, la visite domiciliaire, la perquisition,... mais aussi l'intervention de la police à l'école, les dépositions, les plaintes, les recours, saisies et confiscations,...

## PROGRAMME

Présidence de la journée assurée par **Véronique van der Plancke**

08h45 - 09h00 **Accueil**

**Matinée** **Etat des lieux et questions délicates**

09h00 - 09h15 **Introduction** par **Véronique van der Plancke** (Avocate à Bruxelles, Chercheuse associée à l'UCL, Administratrice du Service droit des jeunes et de la Ligue des droits de l'Homme).

09h15 - 09h45 **La loi sur la fonction de police : guide de l'intervention policière ?** par **Sybille Smeets**, Chercheuse au Centre de recherches criminologiques Léon Cornil de l'ULB.

09h45 - 10h15 **Projection de la vidéo de COMAC et aperçu pratique des interactions entre jeunes et police** par **Khaled Boutaffala**, Directeur de l'AMO AtMosphères et membre de la Commission jeunesse de la Ligue des droits de l'homme.

10h15 - 10h45 **Mineurs victimes/mineurs témoins et l'intervention policière** par **Thierry Moreau**, professeur à la faculté de droit et de criminologie de l'UCL, co-directeur du Centre interdisciplinaire des droits de l'enfant (CIDE) et avocat au barreau de Nivelles.

10h45 - 11h15 **Pause**

11h15 - 12h45 **Mineurs soupçonnés d'infraction et l'intervention policière** par  
- **Christian De Valkeneer**, Procureur du Roi de Charleroi et professeur à l'Université catholique de Louvain, qui rappellera les éléments principaux relatifs aux droits applicables  
- **Lucien Nouwynck**, Avocat général près la Cour d'Appel de Bruxelles, qui abordera « les questions délicates ».

**Questions/réponses de la salle**

12h45 - 13h45 **Pause midi**



**Après-midi** **Questions spécifiques et panel des acteurs de la procédure**

13h45 - 14h15 **DÉONTOLOGIE, RESPECT DE LA VIE PRIVÉE ET AUTORITÉ PARENTALE :** **Les questions liées à la vie privée et la place de l'autorité parentale dans les interventions policières (photos, GSM, tests d'urine, banques de données des suspects, fouilles,...)** **Damien Vandermeersch**, avocat général à la Cour de cassation professeur à l'Université catholique de Louvain et aux Facultés universitaires Saint-Louis.

14h15 - 14h45 **La police à l'école** par **Jean-François Servais**, Directeur du Service droit des jeunes de Liège.

14h45 - 15h15 **Quels sont les recours possibles pour un jeune ayant été lésé et/ou malmené par l'instance policière ?** par **Gil L. Bourdoux**, Président du Centre d'Etudes sur la Police, Maître de conférences ULg, Professeur à l'Ecole Nationale des officiers, Membre Honoraire du Comité P.

15h15 - 15h45 **Le rôle de l'avocat et l'intervention policière** par **Amaury de Terwangne**, avocat à Bruxelles, responsable de la section jeunesse, qui précisera le rôle de l'avocat au regard des différentes étapes de l'intervention policière.

15h45 - 16h00 **Questions/réponses de la salle**

16h00 - 16h20 **Pause**

16h20 - 17h15 **DE LA THÉORIE À LA PRATIQUE :** **Panel animé** par **Patrick Charlier**, Coordinateur du département discrimination du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme ; **Intervenants :** **Olivier Coppé** : policier jeunesse, **Isabelle Dogné**, substitut jeunesse, **Fabienne Druant**, criminologue- coordinatrice, parquet général près la cour d'appel de Bruxelles, **Hervé Louveaux**, juge d'instruction, Un inspecteur général des polices à définir.

**Questions/réponses de la salle**

17h15 - 17h30 **Conclusions** Par **Bernard De Vos**, délégué général aux droits de l'enfant.